



Mo Ibrahim
FOUNDATION

La gouvernance continue de progresser lentement en Afrique, mais reste en-deçà d'une croissance démographique explosive et des attentes de la jeunesse, selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2018

La décennie passée de forte croissance du PIB pour le continent africain ne s'est traduite par aucune perspective économique pour une jeunesse explosive

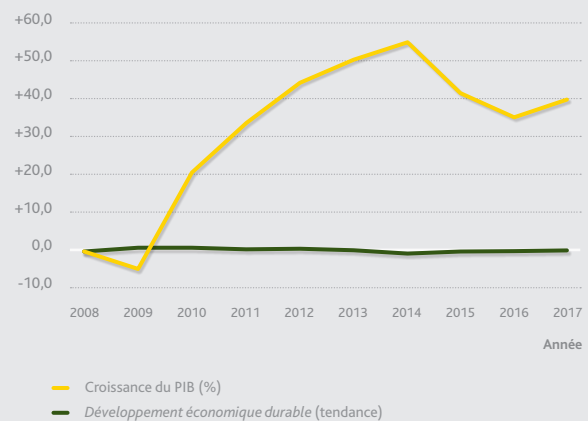
Dakar et Londres, Lundi, 29 Octobre 2018 – Publié aujourd'hui, l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2018 montre que les progrès de la gouvernance sur le continent africain restent en-deçà des attentes d'une population fortement croissante et de plus en plus jeune.

Le niveau de *Gouvernance globale* en Afrique maintient une tendance moyenne à l'amélioration au cours de la décennie écoulée, et environ trois citoyens du continent sur quatre (71,6 %) vivent en 2017 dans un pays où la gouvernance s'est améliorée.

Trop de gouvernements ont échoué à convertir la croissance économique de leur pays en Développement économique durable pour leurs concitoyens

Depuis 2008, le score moyen continental en matière de *Développement économique durable* n'a progressé que de + 0,2% en moyenne, tandis que, sur la même période, le PIB du continent enregistrait une croissance de près de + 40,0 %. La progression moyenne du continent en matière de *Développement économique durable* pour ses citoyens s'avère donc quasi nulle, et cette dimension reste à la fois la moins performante et la plus lente à progresser de tout l'IIAG. Mesurant la capacité des pouvoirs publics à permettre à leurs concitoyens de poursuivre leurs objectifs économiques et de prospérer, la tendance presque stagnante de la dimension *Développement économique durable* contraste de façon brutale avec une croissance démographique explosive et une attente exacerbée de la jeunesse du continent. Au cours de la décennie écoulée, la population du continent s'est accrue de + 26,0 %, et 60,0% de ses 1,25 milliard d'habitants ont aujourd'hui moins de 25 ans.

Afrique : Développement économique durable, tendance moyenne, et croissance du PIB, % (2008-2017)



Les pays africains divergent de façon croissante

La disparité des scores de *Gouvernance globale* entre pays africains est de plus en plus marquée. La progression moyenne du continent est en réalité désormais uniquement tirée par une quinzaine de pays qui accélèrent leur progression au cours des cinq dernières années. On soulignera ici le bond spectaculaire réalisé entre 2008 et 2017 par le Kenya, le Maroc et la Côte d'Ivoire. Si 27 pays du continent enregistrent une amélioration en termes de *Développement économique durable* sur la décennie, pour 25 autres, hébergeant près de la moitié (43,2 %) des citoyens du continent, cette dimension est en régression.



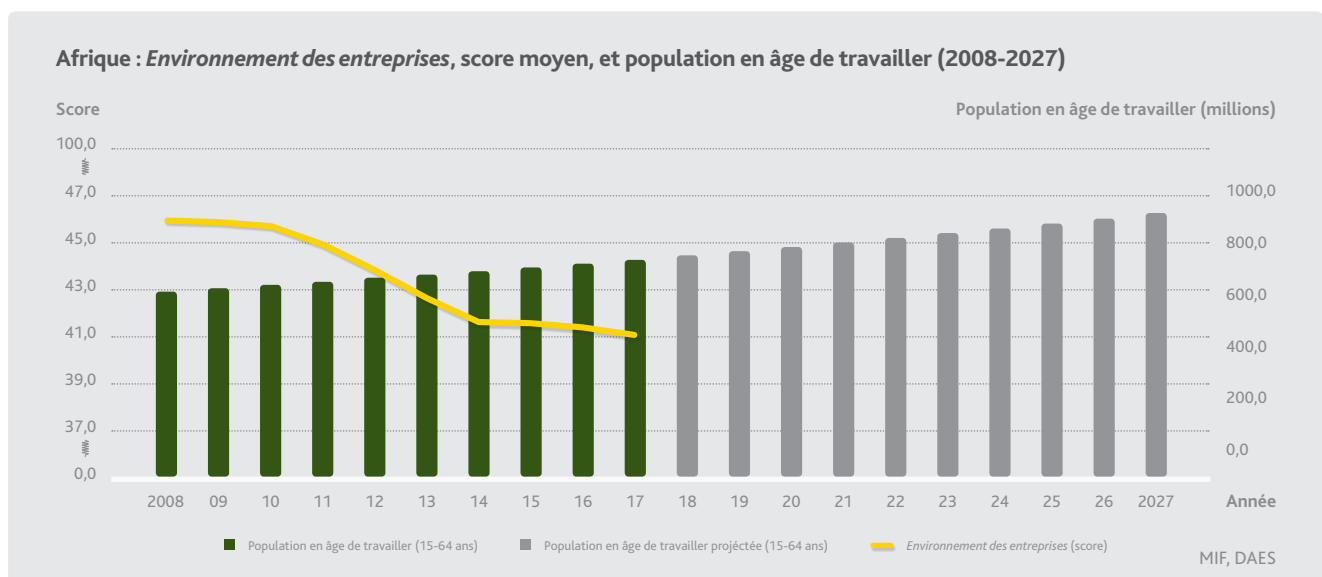
Mo Ibrahim
FOUNDATION

La corrélation entre le PIB d'un pays et son score en matière de *Développement économique durable* est faible. En 2017, quatre des dix pays ayant le PIB le plus élevé du continent réalisent un score inférieur à la moyenne continentale en matière de *Développement économique durable* et se situent dans la moitié inférieure du classement africain : Algérie, Angola, Nigéria et Soudan. En revanche, Cabo Verde et les Seychelles, qui sont respectivement les 6^e et 5^e plus petites économies du continent, réalisent les 6^e et 5^e meilleurs scores en matière de *Développement économique durable*.

La détérioration de la dimension *Environnement des entreprises* va à l'encontre de la forte croissance de la population en âge de travailler

La trajectoire de la performance continentale en matière d'*Environnement des entreprises* est préoccupante. La détérioration de presque – 5,0 points au cours de la décennie écoulée est alarmante, face à une croissance attendue sur le continent de près de + 30,0 % de la population en âge de travailler (15-64 ans) au cours des dix prochaines années.

Plus de 750 millions d'Africains vont venir grossir la demande d'emplois, dans un contexte où, sur dix ans, le progrès en matière de *Développement économique durable* est quasiment nul, l'indicateur *Satisfaction publique en matière de création d'emplois* a perdu - 3,1 points, et l'indicateur *Mesures en faveur de l'insertion socio-économique des jeunes* - 2,3 points.



La composante *Éducation* enregistre une régression préoccupante

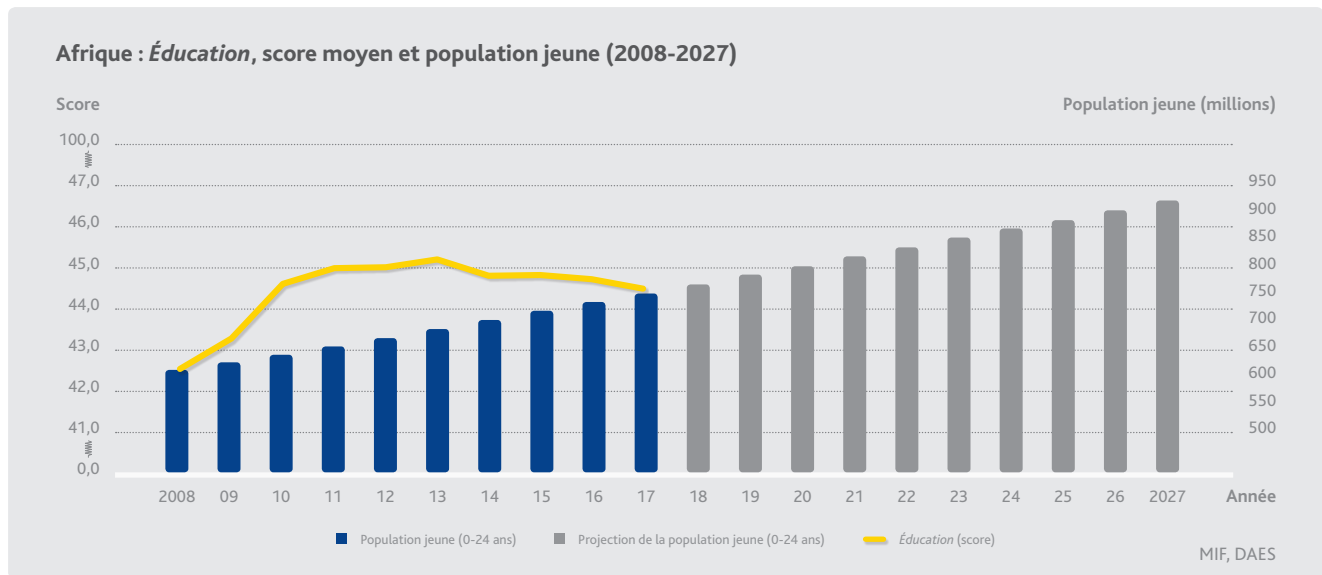
La trajectoire récente de la dimension *Éducation* est également préoccupante. Si les progrès enregistrés en termes de *Développement humain* constituent un des résultats les plus positifs de l'IIAG 2018, la stagnation déjà enregistrée l'an dernier en matière d'*Éducation* s'est désormais transformée en déclin.

Au cours de ces cinq dernières années, les scores en matière d'*Éducation* se sont détériorés pour la moitié des pays du continent (27), ce qui signifie que pour plus de la moitié de la population africaine (52,8 %), les résultats en matière



Mo Ibrahim
FOUNDATION

d'éducation sont désormais en net recul. Le ralentissement enregistré est tiré par la détérioration sur l'ensemble de la décennie des indicateurs mesurant l'*Harmonisation du système éducatif avec les besoins du marché* et la *Qualité du système éducatif*, désormais aggravée par la chute récente enregistrée à propos de *Satisfaction publique en matière de services éducatifs*.



L'espace de la société civile se rétrécit

De façon positive, la dimension *Participation et Droits humains* a en moyenne progressé au cours de la décennie écoulée. Près de quatre citoyens du continent sur cinq (79.6%) vivent dans un pays où la situation s'est améliorée dans ce domaine. Toutefois, la tenue plus fréquente d'élections "libres et équitables" ne suffit pas à garantir un meilleur environnement participatif. De façon préoccupante, l'espace civique et politique enregistre en moyenne sur le continent un rétrécissement, avec une détérioration moyenne des indicateurs mesurant la *Participation de la société civile*, les *Libertés d'association et de réunion*, les *Droits et libertés individuels* et la *Liberté d'expression*.

Des gains encourageants en matière d'État de droit et de Transparence et Redevabilité, piliers d'une bonne performance en matière de gouvernance publique

Si les composantes *Sécurité individuelle* et *Sécurité nationale* continuent d'enregistrer en moyenne une détérioration au cours de la décennie écoulée, des signes encourageants apparaissent toutefois dans la dimension *Sécurité et État de droit*. La composante *État de droit* est celle qui a le plus progressé au cours des cinq dernières années de tout l'IAG (sur les 14 qui le composent). *Transparence et Redevabilité* enregistre également des progrès en moyenne sur le continent, mais reste encore la sous-catégorie la moins performante de l'IAG.



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Les résultats de l'IIAG montrent que les facteurs clés de la performance en matière de gouvernance publique résident dans une attention particulière aux droits des citoyens et à la protection sociale. Les scores de *Gouvernance globale* sont étroitement corrélés à ceux des indicateurs centrés sur les citoyens, notamment les droits de propriété, les droits et libertés individuels, la redevabilité gouvernementale et les politiques de protection sociale.

En outre, *Transparence et Redevabilité* jouent également un rôle prépondérant. Cette sous-catégorie présente la corrélation la plus forte avec les scores de gouvernance globale. Elle est également étroitement corrélée aux résultats obtenus en matière de *Développement économique durable* et d'*Environnement des entreprises*, démontrant ainsi que tout progrès en *Transparence et Redevabilité* se traduit généralement par un meilleur *Développement économique durable* pour les citoyens.

Pour Mo Ibrahim, Président et Fondateur de la Fondation Mo Ibrahim :

« La poursuite de la progression de la gouvernance globale sur le continent est une bonne chose, mais les occasions manquées de la dernière décennie en matière de développement économique durable sont un sujet majeur de préoccupation. Le continent africain est confronté à un défi prioritaire. Le potentiel immense que représente une jeunesse devenue fortement majoritaire, et qui continue de croître, pourrait transformer le continent pour le meilleur. Mais cette opportunité est sur le point d'être gaspillée. La jeunesse africaine réclame des perspectives, des espoirs, une voix au chapitre. Sans accélération de la création d'emplois, le continent va dans le mur. C'est maintenant qu'il faut agir ».

Contacts medias

- Zainab Umar, umar.z@moibrahimfoundation.org, +44 207 535 5068
- MIF media team, mifmedia@portland-communications.com, +44 20 7554 1743

Notes à l'attention des éditeurs :

- La Fondation Mo Ibrahim a été créée en 2006 afin de promouvoir l'importance cruciale du leadership et de la gouvernance en Afrique en offrant les outils permettant de soutenir le progrès dans le leadership et la gouvernance.
- L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) fournit une évaluation annuelle de la qualité de la gouvernance dans les pays africains et constitue la collection de données la plus complète sur la gouvernance en Afrique.
- Le lancement de l'IIAG 2018 se déroulera le lundi 29 octobre à 12h00 GMT lors d'un événement Facebook Live avec Mo et deux voix africaines de la prochaine génération, Yvonne Apea Mensah du Ghana et Nasi Rwigema d'Afrique du Sud.
- Facebook Live présentera la discussion directement au public pour encourager le dialogue sur les médias sociaux en utilisant les hashtags #AskMIF et #IIAG.
- S'appuyant sur dix ans de données, l'IIAG 2018 est un outil essentiel d'évaluation complète des tendances de la gouvernance publique, qui analyse en profondeur l'évolution de la qualité de la gouvernance dans chacun des 54 pays du continent africain au cours des cinq dernières années (2013-2017) dans le contexte de la décennie écoulée (2008-2017). Il analyse également les facteurs qui ont joué ou pourraient jouer un rôle clé dans la transformation du continent.
- Chaque année, la Fondation, appuyée par le Conseil consultatif de l'IIAG, renforce la structure, les composantes et la méthodologie de l'IIAG. En raison de cette révision annuelle, la Fondation recalcule, chaque année, la totalité de l'Indice.
- Les versions précédentes ont couvert des données à partir de l'an 2000. Pour la première fois, l'IIAG 2018 fournit des données uniquement pour la dernière décennie, afin de conforter la robustesse des résultats.
- Pour la première fois, l'IIAG inclut une évaluation de l'intégration de la jeunesse. À travers l'indicateur *Mesures en faveur de l'insertion socio-économique des jeunes* (produit par Global Integrity), l'Indice évalue l'existence ou non d'une politique gouvernementale en faveur de l'intégration socio-économique des jeunes.
- L'IIAG de cette année aura pour objectif supplémentaire d'analyser les données à travers des cadres thématiques et des thèmes plus larges, y compris : opportunités économiques offertes aux citoyens africains, le dividende démographique, la transparence et la redevabilité.
- L'IIAG repose sur 102 indicateurs issus de 36 sources de données indépendantes visant à couvrir, pour chacun des 54 pays africains, les dimensions suivantes : *Sécurité et État de droit*, *Participation et Droits humains*, *Développement économique durable* et *Développement humain*.
- Le Portail de données est une plate-forme interactive qui fournit une analyse sur mesure des classements, scores et tendances de gouvernance pour chaque pays. Les utilisateurs peuvent créer des tableaux et des graphiques exportables à partir de ces données.
- Accédez directement au Portail de données de l'IIAG : iiag.online
- Rejoignez le Facebook Live, lundi 29 octobre, 12.00 GMT: <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- Retrouvez la Fondation Mo Ibrahim :
En ligne : mo.ibrahim.foundation
Twitter : @Mo_IbrahimFdn
Facebook : <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
YouTube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
Instagram : <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/moibrahimfoundation>